



BRÈVES

Tomas Sedlacek

L'Économie du bien et du mal

Paris, Eyrolles 2013, 382 p., 25 €

Václav Havel avait préfacé le livre (publié en 2009, un an après la prise de conscience des crises de 2008) de Sedlacek qu'il avait engagé fort jeune comme conseiller économique quand il était président de la République tchèque. Ce livre était donc précédé d'une réputation qui est bien méritée : si l'auteur connaît la chanson des mathématiques appliquées à l'économie, des théorèmes chers aux utilitaristes, si l'université américaine l'a accueilli à bras ouverts, il rappelle en prenant de nombreux exemples que l'économie est d'abord une affaire biblique, philosophique, anthropologique, et qu'elle n'a d'autre rôle que de favoriser des échanges avec les choses et entre les hommes les moins mauvais possibles. Parler de bien et de mal, comme le titre l'indique, ne signifie pas que ce livre en appelle à une morale abstraite : il invite plutôt à se comporter au mieux, au sens où le bien et le mal sont éprouvés et veulent dire quelque chose, ce que rappellent des exemples puisés dans la littérature ou dans la Bible. Comme l'auteur souligne que la crise contemporaine est d'abord la crise d'un capitalisme rivé aveuglément à la croissance, son éloge soutenu de la modération et de la sobriété plus que de la décroissance (ce qui fait écho à des propos de Havel) ne surprend pas. Mais Sedlacek ne craint pas de recourir à des mots éculés pour certains : l'économie a un corps et une âme, nous dit-il ! Ne pas s'en souvenir conduit selon lui à vivre au rythme des films d'horreur, c'est-à-dire à vivre avec des zombies et des fantômes : « Quand le corps est séparé de l'âme, on n'obtient pas seulement un zombie (un corps sans âme) mais aussi un fantôme

(une âme sans corps). Les fantômes font aussi peur que les zombies mais pour d'autres raisons : si les fantômes ne nous attaquent pas, ce qui nous épouvante en eux c'est leur regard silencieux, vide, réprobateur, accusateur. Ils veulent quelque chose de nous car il leur est arrivé quelque chose de mauvais, d'injuste, de violent qui nous hante. » Et l'auteur de poursuivre en soulignant que l'économie produit beaucoup de fantômes, mais aussi qu'elle était à l'origine un sous-ensemble de la philosophie morale.

O. M.

Florence Jany-Catrice

La Performance totale : nouvel esprit du capitalisme ?

Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires
du Septentrion, 2012, 176 p., 15 €

Cet ouvrage fournit une critique argumentée des pratiques et discours managériaux axés sur la performance dans le secteur public. L'auteur montre bien, tout d'abord, que le recours à la notion de performance s'inscrit dans le contexte de la tertiarisation de l'économie et de la crise du compromis fordiste. Ces évolutions corrélées entraînent une crise des modes antérieurs d'objectivation du travail à laquelle le système capitaliste tente de répondre par une « mue du concept de productivité vers celui de performance ». Or la notion de performance et les dispositifs de quantification qui s'en réclament peuvent être critiqués d'un double point de vue, politique et épistémologique. La gestion publique par la performance, tout d'abord, peut s'analyser comme une tentative pour introduire les normes et valeurs du

marché (individualisme et esprit de concurrence) dans des domaines où devraient régner la « logique de l'honneur » chère à Philippe d'Iribarne, l'esprit de coopération et le sens de l'intérêt général. Par ailleurs, d'un point de vue épistémologique, la volonté de mesurer une activité et ses résultats à travers quelques indicateurs ne fait pas droit à la complexité du réel et à la nécessaire pluralité des modes d'évaluation. Tout cela est bien étayé et peu contestable. Cependant, s'il est vrai que l'idéologie du chiffre et le néolibéralisme font bon ménage, les critiques adressées à l'une et à l'autre renvoient à des débats distincts qu'il convient de ne pas éluder. Du point de vue politique, on ne peut négliger le fait que les démarches de performance cherchent à porter remède aux excès du corporatisme et aux blocages qui en résultent. Solution peu probante, sans doute, mais la question de l'efficacité des services publics est bel et bien posée. Quant au versant épistémologique, les dérives d'une quantification mal pensée ne doivent pas masquer le fait que l'on manque souvent d'indicateurs simples qui permettraient d'objectiver certaines conséquences importantes de l'action publique (en matière d'impact écologique ou de qualité des transports publics, par exemple).

B. P.

Pauline Peretz

L'Amérique post- raciale ?

Paris, Puf, coll. « La vie des idées »,
2013, 128 p., 8,50 €

Ce petit ouvrage regroupe un certain nombre d'articles parus sur le site *lavie-desidees.com*, introduits par une synthèse de Pauline Peretz sur « La race, un « dilemme américain » » (notons au passage que le papier a un bel avenir devant lui, si l'on en juge par les initiatives

– livres de *Médiapart*, *France Culture Papiers* – qui visent à coucher sur le papier un contenu auparavant non disponible sous cette forme). L'illusion d'une Amérique « post- raciale », ou « aveugle à la couleur » (*color blind*) s'est bien vite dissipée après l'élection de Barack Obama, et la question de la race demeure structurante dans la société américaine. L'hybridation de cette société, les liens entre les différentes minorités (explorés par Pap Ndiaye dans son analyse d'un livre de Nicole Lapiere, et par Daniel Sabbagh commentant l'étude de Paul Schor sur le recensement aux États-Unis) demeurent un phénomène relativement marginal ; le grand basculement à l'œuvre aujourd'hui n'est pas celui d'une société racialisée à une société multiraciale, mais celui d'une société majoritairement blanche à une société composée d'une « majorité de minorités ». Cette transformation ne saurait cependant suffire, en l'absence de volonté politique, à combler les inégalités qui persistent, dans des domaines aussi variés que la santé, l'emploi... et les prisons. Lors d'une visite récente à Paris, Angela Davis, grande militante de la cause noire et féministe, rappelait ainsi que les États-Unis ont la plus grande population carcérale du monde, très majoritairement issue des minorités noire et latino.

A. B.

Frédéric Rouvillois

et Michel Degoffe (sous la dir. de)

La Privatisation de l'État

Paris, CNRS Éditions, 2012, 330 p., 25 €

Ce collectif permet de cerner une notion omniprésente dans les débats sur la transformation de l'État : la « privatisation ». En rappelant tout d'abord les tendances lourdes qui pèsent sur les conceptions de l'action publique (contrôle constitutionnel, supervision

européenne, comparaisons internationales, menées ici avec le Canada et l'Italie), l'ouvrage distingue deux significations du terme. Dans un premier sens, la « privatisation » désigne une délégation vers le privé de fonctions jusqu'alors dévolues à l'État, en raison des contraintes financières (partenariats public/privé) et de la réforme de l'action publique (révision générale des politiques publiques). Les juristes semblent ici sceptiques sur la possibilité d'isoler des compétences proprement « régaliennes » qui échapperaient à tout transfert vers le privé, ce qui nourrit la crainte d'une pente glissante sans point d'arrêt. Dans un second sens, la privatisation signifie, de manière plus insidieuse, l'importation des méthodes du secteur privé dans les manières de faire du service public, ce qui se traduit dans les méthodes de gestion, de management, les modes de financement (Lolf) et d'évaluation notamment. S'agit-il pour autant, afin de contrecarrer ces tendances, de reconstituer des cloisons étanches entre les sphères, de distinguer plus nettement public et privé, et requalifier chacun dans son rôle ? Dans un texte d'introduction historique (« Généalogie républicaine pour la modernisation du service public »), Pierre Caye montre le risque d'une telle antinomie « qui conduit à la fois au blocage de la puissance publique et à la stérilisation des initiatives privées ». Pour surmonter la division entre privé et public, société civile et État, l'auteur revient à la tradition juridique républicaine. Maurice Hauriou et Léon Duguit, en effet, n'opposent pas l'État et la société, mais s'intéressent à la croissance du patrimoine commun de la nation. Ce qui nous renvoie au sens originel de *res publica* : le patrimoine de tous, et surtout de ceux qui n'ont pas de patrimoine. D'où le déplacement de regard de l'auteur, qui propose de ne pas se focaliser sur un partage des tâches entre secteur public et secteur privé mais

de reconnaître une œuvre commune que l'État doit faire fructifier à sa manière : « La tâche de l'État consiste à transformer les richesses matérielles et productives en biens juridiques et symboliques, en services publics et en statuts juridiques qui ont précisément pour tâche d'assurer une possession tranquille et durable de la richesse nationale. » Ce qui installe l'État dans le temps long, pour l'avantage de tous, du patrimoine commun, au-delà de la gestion au jour le jour.

M.-O. P.

Edwy Plenel

Le Droit de savoir

Pars, Don Quichotte, 2013, 176 p., 14 €

Placé sous l'égide de Charles Péguy, ce livre est d'actualité. Comme son thème et son auteur. Des questions récurrentes dans la sphère politico-médiatique (la transparence, le droit à l'information, le devoir d'enquête des journalistes) ont été cristallisées par l'affaire Cahuzac et mises, véritablement, sur la place publique. Dans ce court livre manifeste, publié avant ces événements, Edwy Plenel, le directeur de Mediapart – qui a révélé l'existence du compte suisse de Jérôme Cahuzac –, défend son projet en même temps que l'importance de la liberté d'informer, de la nécessité d'enquêter, qui ne sauraient se confondre avec la liberté d'expression. À l'heure de l'incessant commentaire et de l'éditorialisation à tout crin – qui existe partout, mais est particulièrement présente en France –, il prône le « journalisme d'investigation » (voir sur ce thème la table ronde avec E. Plenel et d'autres, publiée dans *Esprit* en décembre 1990), expression qui hors de nos frontières pourrait sembler pléonastique. Alors, faut-il prôner la transparence en tout, partout et tout le temps ? Les mesures prises par le

gouvernement sur le patrimoine des élus ont montré que cela suscitait le débat. Chacun se fera son opinion. Celle d'Edwy Plenel est très claire, et s'appuie sur le travail de Mediapart dont beaucoup, ces derniers temps, ont été contraints – parfois malgré eux – de reconnaître l'importance.

A. B.

Jacques Ferrier

La Possibilité d'une ville

Paris, Arléa, 2013, 130 p., 16 €

Les architectes reconnus sont-ils bien placés pour comprendre les enjeux de la ville contemporaine ? Jacques Ferrier est de ceux-là. Auteur de nombreux bâtiments publics, il a en particulier conçu le pavillon français pour l'exposition universelle de Shanghai en 2010. C'est à la première personne du singulier qu'il entend nous initier aux charmes et désillusions de sa profession. La première moitié de l'ouvrage présente l'homme, son parcours et ses convictions. On y apprend que pour ses premières œuvres, il a « essayé de se rapprocher au plus près de la non-architecture... ». En opposition avec ce qu'il appelle « l'hyperprésence de l'architecture contemporaine », il a tenté de retrouver dans ses projets une écriture simple en apparence, qu'il dit inspirée de la fraîcheur des granges et hangars construits sans architecte. Dans ses réalisations plus récentes, il semble avoir privilégié des approches plus conventionnelles, travaillant sur l'émotion et le sensible. Pratiquée à ce niveau, l'architecture est un engagement à temps plein auquel les concours imposent un rythme de compétition permanent. Elle s'apparente alors à une discipline sportive où seule la victoire est belle. Au-delà, l'ouvrage ne livre aucune analyse ni aucune méthode pour mieux faire la ville.

Jacques Ferrier propose, certes, de porter une attention particulière aux usages des lieux publics aux différentes heures de la journée. De même, il invite à travailler sur la perception des cinq sens. En dehors de ces conseils, aucune analyse urbaine, mais un aveu qui semble une variante de la théorie du complot : « Durant ces vingt dernières années, la connivence des architectes avec les décideurs politiques et financiers pour maintenir le *statu quo* et éviter de remettre en question la façon de faire la ville a empêché tout débat de fond. » De l'impossibilité d'une ville ? On conclut plutôt à le lire que l'architecte intégré dans la chaîne de production des marchés publics et privés cesse de s'affronter aux problèmes qui dépassent le cadre de la commande. Il n'en a ni la liberté ni la disponibilité d'esprit. « Le temps de repos entre deux productions me paraît être un privilège merveilleux qu'un architecte ne connaît jamais... les projets s'agrègent comme la manifestation d'une œuvre qui les soude et les porte plus loin. Les livres sur le travail de l'agence font partie de cette continuité. »

N. N.

Georg Simmel

Les Grandes villes et la vie de l'esprit, suivi de Sociologie des sens

Préface de Philippe Simay

Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2013, 112 p., 6,60 €

Les textes brefs de G. Simmel, qui ne sont pas sans annoncer ceux d'Adorno ou de W. Benjamin, sont des petits bijoux. Alors que la notion de métropole est revenue au centre des débats de politique urbaine, G. Simmel évoque à merveille l'univers sensible des métropoles industrielles européennes (comme Berlin) et

célèbre l'esprit émancipateur des villes modernes. Comme le dit Philippe Simay dans sa belle préface, « les deux textes réunis ici, "Les grandes villes et la vie de l'esprit" et "Sociologie des sens", constituent le manifeste d'une lecture sensitive de la ville ». Ainsi retient-il comme caractéristiques de l'habitant des grandes villes ces trois traits : l'intellectualisation des relations sociales, l'impersonnalité des échanges et le caractère réservé et blasé des citoyens. Valorisant par ailleurs tous les sens, et pas uniquement la vue, Simmel fait le lien entre cette hyperstimulation sensorielle et le nouveau style de vie urbain de l'époque qui se veut émancipé : « La vie urbaine peut être considérée comme émancipatrice pour peu que le citoyen apprenne à mieux gérer les nouvelles conditions de perception produites par la métropole. » Qu'en est-il de cette sensibilité multiple dans les métropoles contemporaines, qui se démarquent de la métropole de l'époque industrielle ? Dans ces métropoles qui vivent au rythme de la prolifération des échanges virtuels, la question se pose bel et bien désormais.

O. M.

Aloïs Riegl

Le Culte moderne des monuments.

Son essence et sa genèse

Avant-propos de Françoise Choay
Édition revue et augmentée

Paris, Le Seuil, 2013, 176 p., 19 €

Paru en allemand en 1903, cet essai a été publié en français pour la première fois en 1984 dans la collection « Espacements » des éditions du Seuil. Avec cette nouvelle traduction, l'actualité de cet ouvrage classique apparaît encore plus manifeste en raison de la dynamique incontrôlée de la patrimonialisation, inaugurée par la charte de Venise en 1960 et

la politique du patrimoine mondial de l'Unesco. Une dynamique plus forte que jamais puisqu'elle accompagne la mondialisation contemporaine et crée l'illusion d'une culture mondiale. Aloïs Riegl avait anticipé que la notion de patrimoine allait concilier une conception universelle du monument (celle qui vient de *monere* et rappelle une appartenance commune) et la conception européenne du monument appréhendé sur un mode historique. Ce qui est à l'origine d'un profond malentendu à l'échelle mondiale : « Combien gagnerait-on d'entrée de jeu, affirme Françoise Choay dans sa préface, à simplement reconnaître que la notion de "monument historique" n'est pas un invariant culturel, mais une invention spécifiquement occidentale et de surcroît fort récente. » Un malentendu qui se double d'une extension indéfinie de la notion de patrimoine, signe que la décontextualisation qui sous-tend l'urbanisation contemporaine s'accompagne d'une patrimonialisation tous azimuts !

O. M.

Nathalie Sarthou-Lajus

Sauver nos vies

Paris, Albin Michel, 2013, 180 p., 14,50 €

La souffrance, la guérison, le soin, objets d'une philosophie morale souvent abstraite, retrouvent ici leur poids existentiel, non par une indiscretion calculée de l'auteur mais avec la gravité d'une expérience réfléchie. Cet essai de la rédactrice en chef adjointe de la revue *Études* unit dans une même écriture une parole personnelle, une réflexion sur la séparation et la rencontre amoureuse et, finalement, une méditation spirituelle. Point de départ de l'urgence d'écrire, l'expérience d'une séparation conjugale décape les notions familières (relation, rencontre, deuil...) et revient à l'essentiel parce qu'elle met d'abord en désordre

les repères qui paraissaient solides. Surgit en force un choix vital : rester en vie, surmonter le choc. Il ne s'agit pas ici de « gérer » la situation mais vraiment de trouver le salut. C'est-à-dire, au sens premier, « sauver sa peau », quand la souffrance risque de tout emporter. Ce désir initial donne l'élan de la réflexion, qui prend le chemin indirect d'une investigation en trois temps sur la chute (« Des vies perdues »), les rencontres (« Drôles d'alliance ») et le sentiment du tragique (« Le parfum tragique de la vie »). Dans le cours du livre, l'expérience de la séparation est réfléchi dans les échos d'autres figures de la perte (catastrophe, exclusion...) et d'autres expériences de la renaissance (guérison, cure analytique, exercices spirituels...). Mais si la séparation peut être suivie d'une nouvelle rencontre, celle-ci ravive l'expérience de la perte de telle sorte que l'absence reste inscrite au cœur de toute relation : telle est l'ouverture sur le sens tragique de l'existence. Sens tragique que l'auteur veut réhabiliter parce que l'amour n'est pas la fin de tout mais un recommencement, lequel n'efface ni l'amertume des échecs ni les promesses de renouveau.

M.-O. P.

Biancamaria Fontana

Montaigne en politique

Marseille, Agone, coll. « Banc d'essais »,
2013, 316 p., 24 €

Il existe deux manières de méconnaître le rapport de Montaigne à la politique : considérer que sa pensée se formule à l'écart des tumultes de son temps (le sage, retiré du monde, se consacre à l'écriture) ou croire que le juriste et parlementaire, maire de Bordeaux, dévoué à Henri de Navarre, n'a laissé dans ses *Essais* aucune marque de sa pensée politique. Le beau projet de ce livre est donc de joindre ce qu'on apprend des histo-

riens, à savoir que Montaigne fut un acteur politique habile et couronné de succès, et ce qu'on sait du penseur, trop sceptique pour s'identifier à une faction de son temps. Montaigne pouvait d'autant moins s'abstraire de la politique qu'il traverse une période particulièrement troublée par les conflits religieux et une suite de trêves, de compromis et de traités, entrecoupés de répressions et de massacres (la question du sens politique de la tolérance religieuse est centrale). Il est identifié à la position des « politiques » qui cherchent à maintenir l'unité du royaume en plaçant la loyauté à la couronne au-dessus des luttes religieuses. Devant la violence des partis et la multiplicité des maux venus de la guerre civile, Montaigne comprend qu'il ne suffit plus, comme dans la tradition humaniste, de recueillir chez les Anciens les leçons de l'histoire. Il faut déchanter : la politique est plus diverse et déroutante que les *exempla* ne laissent penser. D'où le style si nouveau de son livre, où les notations personnelles s'imposent progressivement, au détriment de tout système. La diversité des expériences, la force du hasard, l'imprévisibilité des initiatives humaines... sont mises en avant contre tout esprit dogmatique. Mais le scepticisme n'est qu'une étape, l'exigence d'une autre approche, qui n'éteint pas l'indignation de Montaigne devant la violence des armes, l'impuissance de la justice, les abus du pouvoir, la morgue des « grands », la corruption du discours public... Reconnaître que la réalité est mouvante, c'est faire preuve de prudence et non renoncer à penser son temps. Pour Montaigne, les querelles religieuses ne peuvent pas s'apaiser par la seule intervention du monarque, il faut aussi des institutions impartiales, un esprit civique vivace, ce qui relève à la fois d'un soin de l'âme et d'un art de l'éducation, dont son livre reste à juste titre un exemple actuel.

M.-O. P.